

L'histoire des programmes

OLIVIER LEMIEUX, *Genèse et legs des controverses liées aux programmes d'histoire du Québec (1961-2013)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2019, 160 pages

Lucia Ferretti

Volume 16, numéro 2, printemps 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/98270ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ferretti, L. (2022). Compte rendu de [L'histoire des programmes / OLIVIER LEMIEUX, *Genèse et legs des controverses liées aux programmes d'histoire du Québec (1961-2013)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2019, 160 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 16(2), 11–12.

L'histoire des programmes

Lucia Ferretti

Chef de pupitre, histoire et culture

OLIVIER LEMIEUX

GENÈSE ET LEGS DES CONTROVERSES LIÉES AUX PROGRAMMES D'HISTOIRE DU QUÉBEC (1961-2013)

Québec, Presses de l'Université Laval, 2019, 160 pages

Dans ce livre, Olivier Lemieux se penche sur tous les programmes d'histoire nationale pour le secondaire conçus entre 1961 et 2013, en insistant pour chacun sur les trois moments principaux du cycle politique, à savoir la consultation, l'élaboration, et les réactions qu'il a suscitées.

À partir de son expertise en administration et politiques de l'éducation, Lemieux, professeur à l'UQAR, apporte un éclairage inédit sur la manière dont se fabriquent les programmes. Il met au jour les jeux politiques auxquels se livrent fonctionnaires, comités, acteurs de l'ombre. Sait-on que l'histoire enseignée aux jeunes dépend souvent de décisions de petite politique et de petite administration? La démonstration de Lemieux est d'autant plus convaincante qu'elle s'appuie sur un travail aussi considérable que rigoureux de dépouillement des archives du ministère de l'Éducation. Tous ceux pour qui connaître son histoire fait partie des outils nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté pleine et éclairée seront sidérés – et sans doute attristés – d'apprendre ou de se faire rappeler qu'un enjeu aussi important que l'enseignement de l'histoire nationale est laissé à la merci d'autant de considérations mesquines.

Si l'histoire proprement administrative de la fabrication des programmes est déjà édifiante [sic], que dire de celle des luttes, souvent féroces, qui ont été livrées autour des interprétations de l'histoire nationale à privilégier! C'est un autre des volets de l'enquête conduite par Olivier Lemieux. Je le détaille ici davantage, mais je tiens à souligner que le livre est très attentif à montrer aussi l'ensemble des acteurs, experts, enseignants, fonctionnaires, gouvernements qui s'activent à chaque instant autour des programmes d'histoire, leurs moyens d'action et leurs intérêts.

Le rapport Parent avait recommandé que, le plus possible, le même programme d'histoire nationale soit enseigné dans les écoles anglophones et francophones, et qu'il soit axé sur l'apprentissage de la méthode historique plus que sur celui du passé lui-même. C'est Jeanne Lapointe, de l'Université Laval,

qui avait rédigé cette très courte section du rapport.

La première période découpée par Lemieux s'étend de 1961 à 1976. C'est celle du rapport Parent et de ses suites. Un premier programme, conçu par Denis Vaugeois, entre en vigueur en 1967, il est bien accepté par les enseignants: les principaux faits de l'histoire politique et nationale sont au programme, et ce, dans une trame chronologique. Mais pendant ce temps, une équipe travaille autour de Bruno Deshaies pour en concevoir un autre, conforme, celui-là, aux recommandations du rapport Parent.

Sait-on que l'histoire enseignée aux jeunes dépend souvent de décisions de petite politique et de petite administration? La démonstration de Lemieux est d'autant plus convaincante qu'elle s'appuie sur un travail aussi considérable que rigoureux de dépouillement des archives du ministère de l'Éducation.

Rendu public en 1970, il se veut commun aux deux réseaux linguistiques dans un esprit de bonne-entente qui jure avec la mémoire vive de la Crise d'Octobre. Incapable de l'implanter, le gouvernement Bourassa, qui ne veut pas du programme de Vaugeois, décide alors qu'au moins sera supprimée l'obligation de suivre un cours d'histoire nationale au secondaire. Toutefois, la crise est telle qu'au printemps de 1971 il pense à convoquer des États généraux de l'enseignement de l'histoire. Durant les travaux, une large coalition sociale se mobilise pour que l'histoire nationale redevienne obligatoire et qu'on lui réserve une place significative dans la grille horaire. C'est aussi une des recommandations des États généraux. Mais pour cela, il faut attendre la défaite du gouvernement Bourassa, en 1976.

C'est alors que s'ouvre la deuxième période dans l'histoire des programmes d'enseignement de l'histoire nationale que Lemieux clôt en 1994. Les débats recommencent sur les contenus du programme. Celui de Vaugeois finit en effet par être remplacé, en 1982. Le ministère de l'Éducation se réserve désormais la prérogative de formuler lui-même les objectifs scolaires. Le nouveau est d'ailleurs très précis sur ce point. Il diffère aussi en partie dans les deux réseaux linguistiques. La trame narrative reste assez habituelle. Elle est centrée sur l'histoire politique, et vise à faire



acquérir une culture historique commune: la Nouvelle-France, la Conquête, le Régime anglais, la Confédération, etc. Mais le programme fait aussi une place, nouvelle, à des contenus d'histoire sociale.

Au début des années 1990, le débat recommence. Pour revoir une nouvelle fois le programme, un comité est formé sous la présidence de l'historien Jacques Lacoursière. Parmi les recommandations, celles d'ouvrir le programme à deux nouvelles dimensions: l'histoire des sociétés occidentales d'une part, et d'autre part les Autochtones, les communautés culturelles et les anglophones. Sur tous ces aspects, le consensus social se fait d'ailleurs très rapidement. Or, pour transformer le programme dans le sens indiqué, le gouvernement Charest choisit Jocelyn Létourneau et Christian Laville. L'objectif de ces deux chercheurs est moins de faire connaître le passé aux élèves que de leur apprendre à «vivre ensemble». Leur programme de 2006, qui s'intitule *Histoire et éducation à la citoyenneté*, ne manque donc pas de susciter une nouvelle controverse.

D'un côté, certains groupes identitaires, notamment les anglophones, mais aussi certains des porte-parole de groupes issus de l'immigration, considèrent que le programme ne leur fait pas toute la place qu'ils auraient souhaitée. De l'autre, un assez bon nombre d'associations consacrées à l'histoire ainsi que plusieurs historiens sont d'avis qu'en étant trop axé sur des préoccupations sociales et morales, il néglige d'enseigner ou minimise la portée de certains événements et conflits majeurs: la Conquête par exemple, présentée désormais comme un simple «changement de régime» ou les

Genèse et legs...

suite de la page 11

Rébellions. Ces associations et historiens se donnent une voix en 2006 en fondant la Coalition pour l'histoire.

Sous la pression de la Coalition, certaines modifications sont apportées au programme en 2013, qui redevient alors un programme d'*Histoire du Québec et du Canada* et prend une trame chronologique sur deux ans pour éviter les redondances constatées avec l'ancienne formule chrono-thématique. On parle de nouveau en classe de la Conquête, par exemple. On met un peu plus en avant que le Québec n'est pas seulement une société, mais aussi une nation, riche de sa diversité.

DES IDÉES DES ŒUVRES DES RUINES

CHRISTIAN RIOUX

CHRONIQUES DU MONDE QUI VIENT. LA NOUVELLE GUERRE CULTURELLE

Montréal, Éditions du Boréal, 2021, 274 pages

Il est sans conteste la voix la plus forte et la plus originale de son journal. Christian Rioux offre ici le meilleur de ce qu'il a donné au *Devoir* au cours des dernières années. Les habitués de sa chronique y retrouveront certaines de ses pièces les mieux ciselées. Les autres – et l'on espère qu'ils seront nombreux – y découvriront une pensée libre comme on n'en rencontre guère dans le petit monde médiatique québécois. *Les chroniques du monde qui vient. La nouvelle guerre culturelle* constitue une passionnante radioscopie de la barbarie émergente. Une barbarie inédite s'entend. Une monstruosité, tantôt souriante et vertueuse, tantôt pédante, tantôt cruelle et sanguinaire, toujours inscrite dans un moralisme débilisant.

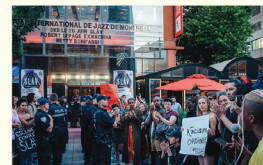
Rioux la traque aussi bien dans les faits divers que dans les mouvements de la pensée dont il recense les diverses manifestations, dans la littérature, dans les essais ou les interventions publiques de tous genres. Ce n'est pas sans un certain effarement qu'il revient sur la décapitation d'un enseignant, sur l'exécution des caricaturistes de Charlie ou sur les délires déconstructivistes de tout acabit. La concurrence des identités victimaires, la pseudoscience du racisme et du genre, le rejet des liens sociaux hérités, les utopies de l'auto-engendrement, le rejet des limites et de la finitude qui pourraient faire obstacle au narcissisme, le culte de l'atomisation et du déracinement, toutes les thématiques de ce qui se donne pour le progressisme inéluctable sont abordées.

La guerre culturelle dont il parle n'a rien d'un abus de langage. Ses analyses sont convaincantes : des forces de destruction sont bel et bien à l'œuvre. Elles servent des intérêts, des volontés de puissance et, surtout, un nihilisme féroce. S'agit-il d'un épisode transitoire ? D'une violence établie à demeure dans de nouvelles sociabilités ? Est-ce d'abord attribuable aux convulsions idéologiques américaines que le règne des réseaux sociaux a diffusé avec une puissance virale inégalée ? Les questions fusent dans les textes eux-mêmes et dans ce que la lecture en inspire.

Comme Christopher Lasch l'a d'abord amorcé aux États-Unis, comme Jean-Claude Michéa la poursuit en France et avec d'autres ailleurs, la réflexion de Rioux se nourrit à ce courant critique qui a entrepris de poser l'analyse de la pensée critique plutôt que de la relayer sans la questionner. C'est dire le tourbillon de polémiques dans lequel il a plongé tout au long de la quinzaine d'années que couvre la sélection des textes réunis dans l'ouvrage. C'est dire aussi le refus du conformisme qu'il s'impose sans pour autant s'en faire un personnage. Se défen-

Olivier Lemieux arrête son enquête après la mise en œuvre de ces aménagements. Il ne traite donc pas du comité Beauchemin-Fahmy-Eid formé par le bref gouvernement Marois ni de l'implantation en 2017 du nouveau programme issu des recommandations de ce comité. Au total, il offre un ouvrage intéressant. ♦

Christian Rioux



CHRONIQUES
DU MONDE
QUI VIENT
LA NOUVELLE
GUERRE CULTURELLE

Boréal

COLLECTION PAPIERS COLLÉS

dant d'être lui-même «décliniste», Rioux rappelle néanmoins que «Les journalistes ne choisissent pas leur époque. Force est de constater que la mienne aura été celle du déclin d'un certain nombre d'idées autrefois évidentes» (p. 17).

Tout le défi de l'analyse réside là : les choses meurent, se transforment et deviennent matériaux pour une autre façon de voir, de vivre, d'espérer. Les repères utiles à la pensée ont toujours un lien avec le passé sans pour autant tenir de la nostalgie. Le commentateur perspicace ne tranche pas : les conflits en cours annoncent-ils la disparition de la culture telle qu'elle a porté nos sociétés depuis des siècles ? Une rupture anthropologique délétaire est-elle en train de semer un chaos auquel notre civilisation ne survivra pas ? Rioux se garde bien de jouer les Cassandra. Tout comme il se garde à distance des messianismes qu'il dévoile sous les discours apparemment rationnels. Sa vaste culture et son sens aigu de l'observation l'en préservent. Son statut de correspondant à Paris lui sert admirablement à faire comprendre comment le Québec se dépatouille ou pas dans ce maelstrom qui, de *Kanata* à *Slav* en passant par toutes les prescriptions de bien-pensance de Radio-Canada, lui font l'injonction de se justifier d'exister. À cet égard l'ouvrage peut certes être lu comme un véritable crime d'hérésie à l'endroit du dogme *canadian* du multiculturalisme érigé au rang de doctrine d'État.

Ces *Chroniques du monde qui vient* aident à comprendre la violence culturelle telle qu'elle peut se donner à voir dans les intentions de ses promoteurs et de ses protagonistes. Elles ne permettront certainement pas de conclure de l'issue. Le prohibitionnisme qui lui sert de carburant et de méthode a déjà fait par le passé des dégâts considérables sans pour autant que le puritanisme s'installe à demeure et ne détruise irrémédiablement les espérances humanistes des Lumières. Le regard de Rioux est certes un regard inquiet, mais son propos n'est pas démissionnaire. C'est un auteur confiant dans la puissance de l'enracinement, dans la fidélité aux idéaux de convivialité et surtout, déterminé à assumer ses choix dans le tourbillon de l'Histoire, qui témoigne. En regardant sans complaisance ce qui se défait derrière les vertus de façade, son analyse participe d'une éthique du débat public qui reste essentielle. Ils ne sont pas si nombreux à la pratiquer dans les médias, cette lecture justifie à elle seule d'en faire le rappel et d'en plaider la nécessité.

Robert Laplante

Directeur des Cahiers de lecture